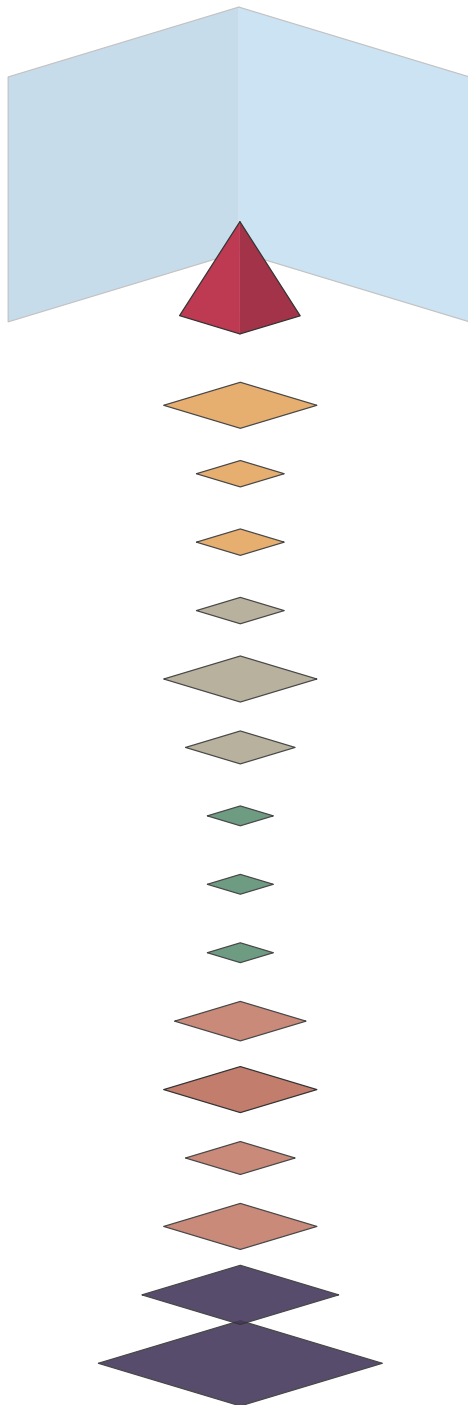


LUXEMBOURG



2,85

SCORE DE CRIMINALITÉ

180^e sur 193 pays

42^e sur 44 pays européens

10^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest



MARCHÉS CRIMINELS

2,90

TRAITE DES PERSONNES 3,50

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS 2,00

RACKET D'EXTORSION ET
CHANTAGE À LA PROTECTION 2,00

TRAFIC D'ARMES 2,00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON 3,50

COMMERCE ILLICITE DE BIENS
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE 2,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE 1,50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE 1,50

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES
NON RENOUVELABLES 1,50

COMMERCE D'HÉROÏNE 3,00

COMMERCE DE COCAÏNE 3,50

COMMERCE DE CANNABIS 2,50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE 3,50

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE 4,50

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE 6,50



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

2,80

GROUPES DE TYPE MAFIEUX 1,00

RÉSEAUX CRIMINELS 2,00

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT 2,00

ACTEURS ÉTRANGERS 5,00

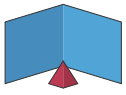
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ 4,00



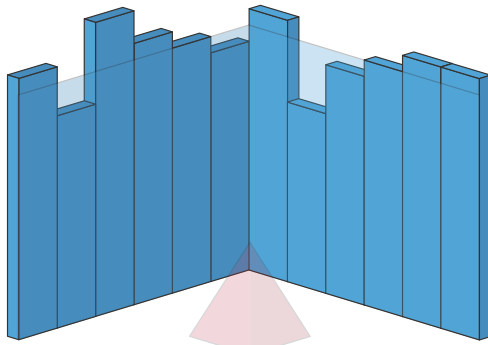
7,50

SCORE DE RÉSILIENCE





LUXEMBOURG



7,50

SCORE DE RÉSILIENCE

13^e sur 193 pays

10^e sur 44 pays européens

4^e sur 11 pays d'Europe de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **8,00**

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES
GOUVERNEMENTS **6,50**

COOPÉRATION INTERNATIONALE **9,00**

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **8,00**

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **7,50**

FORCES DE L'ORDRE **7,00**

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **8,00**

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT **5,50**

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **7,00**

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **7,50**

PREVENCIÓN **8,00**

ACTEURS NON ÉTATIQUES **8,00**



2,85

SCORE DE CRIMINALITÉ



MARCHÉS CRIMINELS **2,90**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **2,80**



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La traite des personnes existe au Luxembourg, surtout à des fins d'exploitation sexuelle. Au cours des cinq dernières années, les trafiquants ont de plus en plus exploité des ressortissants étrangers originaires d'autres pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. En général, les groupes vulnérables aux stratagèmes illicites des trafiquants comprennent les travailleurs migrants dans les domaines du travail domestique, de la restauration, de la construction et de la mendicité, ainsi que les mineurs non accompagnés inclus dans des groupes de migrants clandestins et les personnes travaillant dans l'industrie du sexe légale et illégale au Luxembourg. Les cas de travail forcé sont également fréquents, principalement dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration et, dans une moindre mesure, dans le secteur de la construction.

Le trafic d'êtres humains est sous-déclaré, la plupart des rapports faisant référence à la traite des personnes. La taille et l'étendue du marché du trafic d'êtres humains restent donc en grande partie inconnues. Les victimes de la traite des personnes et du trafic d'êtres humains peuvent être exposées au racket d'extorsion et au chantage à la protection. Cependant, aucune information ne vient étayer l'idée que ces activités constituent un marché criminel distinct.

COMMERCE

Alors que le marché illicite des armes à feu est très limité au Luxembourg, le commerce illicite des armes est généralement le fait de groupes criminels organisés transnationaux. Chaque année, les autorités saisissent des armes en lien avec le trafic de stupéfiants. Malgré l'existence d'un commerce illicite occasionnel d'armes à feu au Luxembourg, ces activités semblent faire partie d'un réseau transnational plus large qui approvisionne les pays voisins, et non d'un marché national.

La croissance du commerce en ligne et de la consommation digitale a contribué à l'achat de produits de contrefaçon. Une part importante des jeunes luxembourgeois achète intentionnellement des produits faux. Il est cependant difficile d'évaluer l'ampleur du marché de la contrefaçon au Luxembourg. Le commerce de contrefaçon concerne les produits de luxe, mais aussi les produits industriels et pharmaceutiques, les produits textiles, les bijoux et les jouets. Le commerce illicite des biens de consommation soumis à accise reste faible au Luxembourg. Le faible prix du tabac et de l'alcool par rapport aux pays voisins et la

petite taille du Luxembourg font de l'accès à ces produits au Luxembourg une option attrayante pour les résidents d'Allemagne, de France et de Belgique.

ENVIRONNEMENT

Il n'existe aucune preuve tangible d'un marché important de la criminalité liée à la flore ou à la faune opérant au Luxembourg. Toutefois, il semblerait que des réseaux d'exploitation forestière illégale au Brésil collaborent avec des entreprises luxembourgeoises pour exporter du bois brésilien illégal vers le Luxembourg comme destination finale. Bien qu'un marché illicite des ressources non renouvelables soit présent au Luxembourg, il reste limité en raison de la performance environnementale élevée du pays, des faibles niveaux de corruption perçus et d'une économie souterraine contenue. En 2022, le Luxembourg a approuvé un plan national pour une transition verte, numérique et inclusive, faisant de la lutte contre la fraude dans ces secteurs une priorité.

DROGUES

Le Luxembourg est un pays de transit et de destination pour l'héroïne. Le marché est modéré et serait en déclin, bien que la demande et les saisies soient restées constantes depuis deux décennies. Le Luxembourg n'est pas un acteur clé mais est un consommateur sur les principaux itinéraires de transit. La plupart des trafiquants de drogue dans le pays sont originaires d'Afrique du Nord. En tant que centre financier, le Luxembourg pourrait jouer un rôle central dans le blanchiment des revenus provenant du trafic d'héroïne.

À l'inverse, le marché de la cocaïne est en expansion, et de plus en plus de réseaux criminels organisés se développent à travers le pays. La drogue est principalement importée d'Amérique latine et transite par l'Europe de l'Ouest, bien que les groupes criminels d'Afrique de l'Ouest aient également développé des itinéraires vers et à travers le Luxembourg.

Le cannabis est la drogue la plus consommée au Luxembourg et sa consommation a augmenté, en particulier chez les jeunes. De nouveaux réseaux de distribution organisés se sont développés, rendant la drogue plus accessible et plus abordable. Le cannabis est principalement trafiqué des Pays-Bas et du Maroc. Le Luxembourg envisage de légaliser la culture, la vente et la consommation de cannabis.

Le marché des drogues de synthèse est restreint au Luxembourg, mais la consommation est en hausse. Les services de santé ont signalé une augmentation de la consommation chez les adolescents. Les autorités sont particulièrement inquiètes de l'augmentation du trafic de drogues de synthèse en provenance de Chine. Comme

les pays voisins, tels que la Belgique et les Pays-Bas, sont depuis longtemps des pays sources pour les drogues de synthèse avec plusieurs sites de production clandestins, le trafic passe souvent par le Luxembourg, ce qui rend ces substances abordables dans le pays. Les techniques de vente sur le marché national de la drogue sont devenues de plus en plus agressives et les tendances suggèrent que les consommateurs acquièrent de plus en plus de drogues illicites sur le marché national.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante est de plus en plus fréquente. Les victimes sont des particuliers, les secteurs financiers et des affaires, ainsi que les institutions publiques. La vulnérabilité accrue du Luxembourg à la criminalité cyberdépendante est largement due à l'augmentation du nombre de personnes travaillant de chez eux et utilisant des VPN, qui sont faciles à pirater.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Depuis la pandémie de COVID-19, les auteurs de délits financiers ont profité de l'instabilité et de l'incertitude économiques qui en ont résulté. L'hameçonnage (phishing) reste une méthode courante pour initier des délits financiers. L'augmentation de l'utilisation des paiements digitaux, la popularité croissante des monnaies virtuelles et le rythme accéléré des progrès technologiques ont aidé les criminels à trouver de nouvelles opportunités pour commettre des fraudes à une vitesse plus rapide et dans des volumes plus importants. Le Luxembourg reste un paradis fiscal qui attire non seulement les entreprises internationales et les particuliers fortunés, mais aussi le crime organisé. Si les arrangements fiscaux secrets avec les entreprises multinationales ont considérablement diminué, d'autres pratiques économiques douteuses sont apparues, qui remettent en question la conformité du Luxembourg avec le droit financier national et international.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le Luxembourg est un pays très stable et la confiance du public dans le gouvernement est très élevée. Le pays a pris des mesures pour renforcer la résilience globale de l'État, de ses entreprises et de ses citoyens face aux activités criminelles cyberdépendantes. Bien que les niveaux de corruption soient très bas au Luxembourg et que l'État soit

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Il n'y a pas de groupes de type mafieux locaux opérant au Luxembourg. Cependant, ses caractéristiques géopolitiques, ses centres financiers mondiaux et son économie de marché stable et à hauts revenus peuvent rendre le Luxembourg attrayant pour la criminalité organisée mondiale. Selon les experts, le groupe de type mafieux 'Ndrangheta aime investir et blanchir de l'argent au Luxembourg en raison du manque de transparence du système financier. Des rapports font également état d'une augmentation des activités violentes de la mafia albanaise au Luxembourg. Les groupes criminels organisés opérant au Luxembourg se livrent principalement à la criminalité liée à la drogue, au trafic de véhicules et à la fraude, ainsi qu'à des actes violents et au trafic d'armes à feu. Les acteurs du secteur privé, y compris les entreprises et les fonds, sont également connus pour être impliqués dans des activités criminelles dans le pays, en particulier la fraude fiscale et l'évasion fiscale.

Des réseaux criminels lâches opèrent dans le pays, en particulier dans la capitale et dans le quartier de la Gare, mais des réseaux de drogue organisés opèrent dans tout le pays et touchent même les villes plus petites. Le Luxembourg est un pays de transit pour les drogues en provenance des Pays-Bas ou de la Belgique, souvent en direction du sud de l'Europe. Des groupes originaires d'Afrique de l'Ouest auraient renforcé leur contrôle sur les activités de trafic de drogue au Luxembourg. La plupart des réseaux criminels opérant sur les marchés illicites du Luxembourg sont transnationaux et, bien que leur activité soit limitée, il n'est pas clair dans quelle mesure les autorités contrôlent leurs activités.

Plusieurs enquêtes ont accusé le Luxembourg de mauvaise conduite en matière financière. Les autorités ont également été identifiées dans certains cas comme des facilitateurs dans les systèmes de blanchiment d'argent de criminels et d'individus corrompus du monde entier. Cependant, le gouvernement nie toute allégation de comportement illégal et affirme au contraire qu'il respecte pleinement les règles applicables.

efficace dans la publication des politiques pour examen, le cadre juridique pour l'accès à l'information est médiocre. La lutte contre la corruption est la responsabilité de la police et du ministère public. Le Luxembourg dispose d'un comité horizontal pour la prévention de la corruption, mais n'a pas de bureau indépendant spécialisé dans la lutte contre la corruption. L'organisation à but non lucratif Stop Corrupt améliore le système luxembourgeois pour lutter contre

la corruption et favoriser la transparence. Les autorités publiques organisent régulièrement des ateliers sur la corruption avec le secteur privé et accordent un soutien financier à Transparency International.

Le Luxembourg a une longue tradition de coopération internationale. Les forces de l'ordre prennent part à une coopération internationale large et efficace pour lutter contre la criminalité transnationale par l'intermédiaire d'Europol, d'INTERPOL et du système d'information Schengen, entre autres. Le Luxembourg est un partenaire international engagé. Les législateurs luxembourgeois prennent au sérieux la lutte contre la traite et l'exploitation des personnes et ont mis en place divers plans d'action et lois pour criminaliser, poursuivre et, autant que possible, dissuader cette pratique. Toutefois, malgré ces politiques, le Luxembourg n'a pas ratifié le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, et davantage pourrait être fait pour restreindre le financement de la production et du transfert d'armes illicites. Le Luxembourg est l'un des premiers pays d'Europe à envisager de légaliser la culture, la vente et la consommation de cannabis. Des mesures ont également été prises pour renforcer l'application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, en créant un comité national de coordination chargé de renforcer les sanctions contre ce commerce illégal et de fournir davantage de ressources financières pour lutter contre la criminalité liée à la flore et à la faune.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le Service de police coordonne les activités judiciaires au niveau national et international et dispose d'un département spécialisé dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme. Rien n'indique que le système judiciaire ait été corrompu par la criminalité organisée. Le Luxembourg compte deux prisons et une troisième est en cours de construction. Le Service de renseignement de l'État est le service de renseignement intérieur du Luxembourg, qui est chargé de faire face aux menaces de la criminalité organisée. Le Luxembourg compte huit unités des forces de l'ordre dédiées à la lutte contre la drogue, dont la plupart relèvent du Ministère de la sécurité intérieure, et le nombre d'agents de lutte contre la drogue par habitant est l'un des plus élevés d'Europe.

En tant que membre de l'espace Schengen, le Luxembourg a des frontières relativement ouvertes, mais cela ne le rend pas plus vulnérable aux divers flux criminels et l'intégrité territoriale n'est pas menacée. La Police grand-ducale est responsable du contrôle des frontières et une certaine inefficacité de la sécurité frontalière a été signalée. Malgré les efforts du gouvernement pour développer des outils et des mécanismes permettant de créer un cyberspace sain et sûr, le Luxembourg reste vulnérable aux cyber-infiltrations.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Luxembourg est le principal centre de gestion de fortune dans la zone euro et se classe parmi les premiers pays au monde pour les activités des fonds d'investissement. Le principal acteur de la lutte contre le blanchiment d'argent est la cellule de renseignement financier locale, mais l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA est également chargée de surveiller et de contrôler l'implication des entreprises dans le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Après avoir été assigné devant la Cour de justice de l'UE pour défaut de mise en œuvre de la législation anti-blanchiment d'argent de l'UE, le Luxembourg a récemment pris une série de mesures pour remédier à ce problème, mais leur effet reste à voir.

Rien n'indique que l'environnement réglementaire du Luxembourg soit corrompu. Les entreprises nationales et étrangères opèrent sans activité criminelle et les droits de propriété sont respectés. Le pays obtient des résultats modérément bons en ce qui concerne la facilité de faire des affaires, ce qui témoigne d'un environnement réglementaire économique favorable. La criminalité financière reste le marché illégal le plus important. Malgré l'existence d'accords fiscaux qui tirent parti des disparités fiscales internationales, permettant ainsi aux entreprises d'échapper à l'impôt au Luxembourg, le pays ne figure pas sur la liste noire des paradis fiscaux de l'UE.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Il n'existe pas de système d'orientation formel permettant aux victimes de la traite des personnes d'accéder à la police ou à d'autres autorités publiques, mais une feuille de route de coopération entre les différentes parties prenantes concernant le processus de détection et d'identification est en cours d'élaboration. Un nouveau système de justice réparatrice est désormais en place, mais aucun cadre juridique n'a encore été adopté. Le logement des victimes de la traite au Luxembourg n'est pas de longue durée, mais une politique est en place pour protéger les victimes de la traite contre toute sanction pour des actes illégaux commis en conséquence directe de la traite. Le soutien financé par le gouvernement pour les victimes de la traite des personnes comprend le logement, le soutien psychologique et l'assistance médicale, juridique et financière. Des « comités de prévention » municipaux, composés des autorités locales, des forces de police et des ONG spécialisées, opèrent dans les grandes villes. La mise en place de salles nationales de consommation de drogues a renforcé l'implication des autorités municipales. En ce qui concerne le cannabis, le gouvernement cherche à établir une chaîne d'approvisionnement et un marché réglementés par l'État. Les revenus de ces transactions seraient ensuite censés être consacrés à l'addictologie, à la prévention, à l'éducation et aux soins de santé.

Le gouvernement est ouvert et coopératif, il travaille avec les ONG pour lutter contre la criminalité organisée et de nombreuses ONG sont impliquées dans la prévention de l'abus de drogues. Le Luxembourg dispose d'une presse libre et sans restriction, mais l'environnement médiatique s'est récemment dégradé car les médias peuvent être réduits au silence par des intérêts économiques spécifiques.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.